

# ACCORD RELATIF AU REMBOURSEMENT DU PREPAIEMENT DE LA REDEVANCE SUR LA PRODUCTION

## 1.0 PARTIES

Le présent Protocole d'Accord Relatif au remboursement du prépaiement de la Redevance sur la Production en nature de 2017 (l'"**Accord Relatif à la Redevance sur la Production**") est conclu par:

La République du Tchad, ci-après désignée l'"Etat", représentée par le Ministre du Pétrole et de l'Energie et le Ministre des Finances et du Budget, d'une part,

Et

Esso Exploration and Production Chad Inc., ("**Esso**"), Petronas Carigali (Chad EP) Inc., ("**Petronas**"), and SHT Petroleum Chad Company Limited, ("**SHT**"), d'autre part, (ci-après désignés ensemble le "**Consortium**")

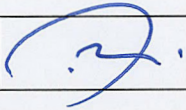

L'Etat et le Consortium étant dénommées individuellement une "**Partie**" et collectivement les "**Parties**"

Aux fins des présentes, "Consortium" signifie le Consortium constitué par les sociétés Esso, Petronas, SHT, soit individuellement, soit collectivement, ainsi que toute société à laquelle serait cédé un intérêt en application de la Convention de 1988. Le terme "Consortium" n'est utilisé tout au long du présent Accord Relatif à la Redevance de Production que dans un but de commodité, et ne saurait en aucun cas indiquer une intention quelconque de la part des sociétés constituant le Consortium de former entre elles une association, société ou autre entité juridique d'après les lois de quelque pays ou juridiction que ce soit.

## 2.0 PREAMBULE

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

- 2.1. En vertu des termes de la Convention de 1988, la redevance sur le Pétrole Brut est payable soit en espèces soit en nature.
- 2.2. Depuis le début de la production de Pétrole Brut en octobre 2003 jusqu'au moment où l'Etat a décidé d'opter pour le paiement de la Redevance sur la Production en nature en 2012, l'Etat a perçu la Redevance sur la Production en espèces.
- 2.3. Suite aux négociations tenues à N'Djamena du 7 novembre 2007 au 9 septembre 2008, les Parties ont signé le Protocole d'Accord de 2008 qui a été ratifié par le Conseil des Ministres et par décret du Président de la République du Tchad n° 1124/PR/PM/MP/2008 en date du 19 septembre 2008.
- 2.4. En vertu du Protocole d'Accord 2008, les membres du Consortium ont accepté de prépayer la Redevance sur la Production en espèces sur la quantité Pétrole Brut produite au dans le cadre de la Convention de 1988 et contenue dans le Système de Transport ("**Stock mort**") ainsi que sur celle nécessaire au ballastage du Terminal Flottant ("**Ballastage**"). Le montant de la Redevance sur la Production prépayée à fin février 2012 par les membres du Consortium en

	CGR	Hy	/		
--	-----	----	---	--	---

vertu du Protocole d'Accord de 2008 est de trente-huit millions huit cent soixante-neuf mille sept cent cinquante Dollars US (USD 38,869,750).

2.5. Par la suite, en juillet 2012, les Parties ont convenu que le prépaiement de la Redevance sur la Production sur le Stock Mort et le Ballastage ne s'appliquait que dans le cadre du régime du paiement de la Redevance sur la Production en espèces. Par conséquent, avant le premier versement de la Redevance sur la Production en nature, elles ont également accepté le remboursement par l'État du prépaiement de la Redevance de Production sur le Stock Mort et le Ballastage. Depuis lors, les Parties ne sont pas parvenues à signer un document formalisant leur accord :

2.5.1 les Parties confirment et reconnaissent que le prépaiement de la Redevance de Production sur le Stock Mort et le Ballastage n'est applicable que sous le régime du paiement de la Redevance sur la Production en espèces ; et

2.5.2 il y a lieu en conséquence pour l'Etat de rembourser aux membres du Consortium le prépaiement de la Redevance sur la Production conformément aux termes et conditions figurant dans le Protocole d'Accord de 2017 conclu entre les Parties le 9 juin 2017.

2.6. C'est dans ce contexte que les Parties ont signé ce jour le présent Accord Relatif à la Redevance de Production concernant le remboursement du prépaiement de la Redevance sur la Production.

**POUR CES MOTIFS, ET EN CONSIDERATION DES AVANTAGES MUTUELS RESULTANT DE L'EXECUTION DU PRESENT ACCORD RELATIF A LA REDEVANCE DE PRODUCTION, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

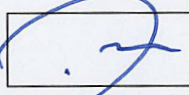

### **3.0 DEFINITIONS ET INTERPRETATION**

3.1. Aux fins des présentes, les termes utilisés comme des termes définis, mais qui ne sont pas expressément définis aux présentes, auront le sens qui leur est attribué dans la Convention de 1988.

3.2. Aux fins des présentes toute référence aux paiements / actions effectuée(s) par la société "Chevron" sont réputés avoir été effectués par et bénéficier à SHT ayant acquis les droits de "Chevron" dans le Consortium.

3.3 "Avenant à la Convention de 1988" ou "Avenant" désigne l'avenant à la Convention de 1988, incorporant les stipulations du Protocole d'Accord de 2008 tel qu'amendé par le Protocole d'Accord de 2017 auquel il est fait référence à l'Article 2.5.2 ci-dessus et le présent Accord Relatif à la Redevance sur la Production devant être signé par les Parties et ratifié par une Loi Nationale.

3.4 "Loi Nationale" désigne une loi telle que définie à l'article 125 de la Constitution de la République du Tchad adoptée par l'Assemblée Nationale, promulguée par décret du Président de la République publié au Journal Officiel conformément à l'article 81 de la Constitution de la République et ne faisant pas l'objet d'un recours en application de l'article 170 de la Constitution de la République du Tchad.

		CGL	LY	/			
--	--	-----	----	---	--	---	--



- 3.5. "Impôt Tchadien sur les Sociétés" désigne l'impôt défini comme "l'impôt direct sur les bénéfices" visé à l'article 23 de la Convention de 1988 ou "l'impôt direct sur les bénéfices" tels que décrit à l'article 1.6.1. de l'Annexe III de la Convention de 1988.

#### 4.0 ENTREE EN VIGUEUR

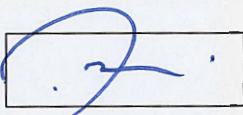

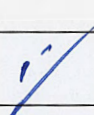
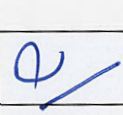
Le présent Accord Relatif à la Redevance sur la Production entrera en vigueur et sera opposable aux Parties à compter de la date de signature figurant en dernière page des présentes.

#### 5.0 PREPAIEMENT DE LA REDEVANCE SUR LE STOCK MORT ET LE BALLASTAGE

- 5.1. L'Etat reconnaît et accepte que le prépaiement de la Redevance sur la Production sur le Stock Mort et le Ballastage n'est applicable que sous le régime d'un paiement de la Redevance sur la Production en espèces et que sous le régime d'un paiement de la Redevance sur la Production en nature mentionnée ci-dessus, l'allocation du Stock Mort et du Ballastage est applicable et a été intégralement réalisée. Par conséquent, l'Etat accepte de rembourser le Consortium, selon les termes et conditions du présent Accord Relatif à la Redevance sur la Production, la Redevance sur la Production sur le Stock Mort et le Ballastage qui a été prépayée conformément à l'article 1 du Protocole d'Accord de 2008.
- 5.2. Le montant de la Redevance de Production sur le Stock Mort et le Ballastage, prépayée par le Consortium, conformément à l'article 1 du Protocole d'Accord de 2008, fin février 2012, s'élève à trente-huit million huit cent soixante-neuf mille sept cent cinquante Dollars US (USD 38,869,750) et se décompose comme suit :

Esso	USD	15,547,900.00
Petronas	USD	13,604,412.50
Chevron (dorénavant SHT)	USD	9,717,437.50

- 5.3. Le remboursement de la Redevance sur la Production sur le Stock Mort et le Ballastage prépayée par le Consortium, conformément à l'article 1 du Protocole d'Accord de 2008, sera effectué par déduction des montants visés à l'Article 5.2., du montant de l'Impôt Tchadien sur les Sociétés dû par chacun des membres du Consortium. À cet effet, trois (3) tranches de valeur égale seront déduites du montant de l'Impôt Tchadien sur les Sociétés dû par chaque membre du Consortium au dernier trimestre de chacun des exercices fiscaux 2017, 2018, 2019. Si, au cours d'un exercice fiscal donné, le remboursement dépasse dix pour cent (10%) dudit impôt dû par les membres du Consortium pour l'exercice fiscal en question, alors la déduction de tout montant excédant 10% de du montant de l'Impôt Tchadien sur les Sociétés sera reportée à l'exercice ou aux exercices suivants jusqu'à complet remboursement. Dans l'hypothèse où les paiements visés à l'article 5.2. ne seraient pas totalement remboursés à la fin de l'année fiscale 2020 alors le membre du Consortium concerné aura le droit de déduire le reliquat du remboursement visé au présent Article du montant de l'Impôt Tchadien sur les Sociétés, en partie ou en totalité, à tout moment, jusqu'à complet remboursement.

	CGC			
--	-----	---	---	---

5.4. Le paiement de la Redevance de Production sur le Stock Mort et le Ballastage n'ayant pas été considéré comme une charge déductible fiscalement durant les années antérieures, le remboursement ne sera pas fiscalement taxable au titre de l'Impôt Tchadien sur les Sociétés pour les membres du Consortium.

## 6.0 DISPOSITIONS DIVERSES

### 6.1. Avenant à la Convention de 1988

Le contenu du présent Accord Relatif à la Redevance de Production sera repris dans l'Avenant à la Convention approuvé par une Loi Nationale.

### 6.2. Loi applicable

Les stipulations de l'Article 34 (*Droit applicable et stabilisation des conditions*) de la Convention de 1988 s'appliquent au présent Accord Relatif à la Redevance sur la Production.

### 6.3. Résolution des litiges

Tous différends qui pourraient s'élever entre l'Etat et les membres du Consortium concernant la validité, l'interprétation ou l'exécution du présent Accord Relatif à la Redevance de Production, seront résolus conformément aux stipulations de l'article 33 (*Arbitrage*) de la Convention de 1988.

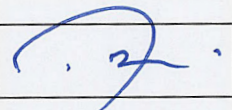
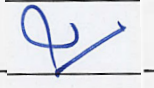
### 6.4. Successeurs et ayants-droit

Les droits et obligations des membres du Consortium en vertu du présent Accord Relatif à la Redevance de Production s'imposeront à leurs successeurs et ayants-droit en vertu de la Convention de 1988.

### 6.5. Garanties et pouvoirs

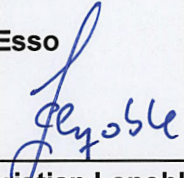
Chaque Partie garantit et déclare à l'autre Partie en ce qui la concerne, disposer de tous les droits, pouvoirs et de l'autorité, nécessaires pour exécuter et respecter les clauses du présent Accord Relatif à la Redevance de Production.

Fait à N'Djamena le 9 juin 2017 en cinq (5) exemplaires originaux, et signé par les Parties en dernière page des présentes.

	COL		RG		/		
--	-----	--	----	--	---	--	---

PAGE DE SIGNATURE


Pour Esso



---

**M. Christian Lenoble**  
Président – Directeur Général

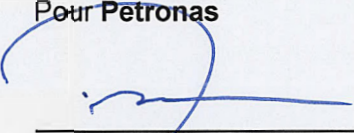
Pour l'Etat



---

**Me. Bechir Madet**  
Ministre du Pétrole et de l'Energie

Pour Petronas



---

**M. Ahmad Rommil Hj Yusoff**  
Directeur (Tchad, Algérie, Cameroun)  
Joint-Venture International



---

**M. Christian Georges Diguimbaye**  
Ministre des Finances et du Budget

Pour SHT

---

**M. Tahir Hamid Ngullin**  
Directeur Général

	.	.				
--	---	---	--	---	---	--